

tention, au sujet de la divergence avec le Conseil des Etats en matière de réduction des primes d'assurance-maladie, d'adhérer à la décision du Conseil des Etats. C'est la raison pour laquelle nous devons maintenant voter le frein aux dépenses dans le cadre de l'arrêté fédéral sur les subsides fédéraux dans l'assurance-maladie, c'est-à-dire ceux alloués à la réduction des primes d'assurance-maladie.

1. Bundesgesetz über die Krankenversicherung (Prämienvverbilligung)

1. Loi fédérale sur l'assurance-maladie (Réduction des primes)

Art. 66 Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 66 al. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

2. Bundesbeschluss über die Bundesbeiträge in der Krankenversicherung

2. Arrêté fédéral sur les subsides fédéraux dans l'assurance-maladie

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates (= Eintreten)

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats (= entrer en matière)

Angenommen – Adopté

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 04.033/1835)

Für Annahme der Ausgabe 179 Stimmen

Dagegen 2 Stimmen

Das qualifizierte Mehr ist erreicht

La majorité qualifiée est acquise

91.411

Parlamentarische Initiative Fankhauser Angeline. Leistungen für die Familie

Initiative parlementaire Fankhauser Angeline. Prestations familiales

Fortsetzung – Suite

Einreichungsdatum 13.03.91

Date de dépôt 13.03.91

Nationalrat/Conseil national 02.03.92 (Erste Phase – Première étape)

Nationalrat/Conseil national 13.03.95 (Frist – Délai)

Nationalrat/Conseil national 03.12.96 (Frist – Délai)

Bericht SGK-NR 20.11.98 (BBI 1999 3220)

Rapport CSSS-CN 20.11.98 (FF 1999 2942)

Stellungnahme des Bundesrates 28.06.00 (BBI 2000 4784)

Avis du Conseil fédéral 28.06.00 (FF 2000 4422)

Zusatzbericht SGK-NR 08.09.04 (BBI 2004 6887)

Rapport complémentaire CSSS-CN 08.09.04 (FF 2004 6459)

Ergänzende Stellungnahme des Bundesrates 10.11.04 (BBI 2004 6941)

Avis complémentaire du Conseil fédéral 10.11.04 (FF 2004 6513)

Nationalrat/Conseil national 10.03.05 (Zweite Phase – Deuxième étape)

Nationalrat/Conseil national 10.03.05 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 15.03.05 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 15.03.05 (Fortsetzung – Suite)

Bundesgesetz über die Familienzulagen Loi fédérale sur les allocations familiales

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission: BBI

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission: FF

Angenommen – Adopté

Art. 4

Antrag der Kommission: BBI

Antrag Waber

Abs. 3

Für im Ausland wohnhafte Kinder regelt der Bundesrat die Voraussetzungen für den Anspruch der Zulagen. Die Höhe der Zulagen richtet sich nach der Kaufkraft im Wohnsitzstaat. Vorbehalten bleiben abweichende zwischenstaatliche Vereinbarungen.

Art. 4

Proposition de la commission: FF

Proposition Waber

Al. 3

Pour les enfants vivant à l'étranger, le Conseil fédéral détermine les conditions d'octroi des allocations. Le montant des allocations est établi en fonction du pouvoir d'achat du pays de résidence. Sont réservés des accords internationaux prévoyant d'autres conditions.

Scherer Marcel (V, ZG): Ich bitte Sie, nachdem Sie jetzt auf die Vorlage eingetreten sind, doch einige wesentliche Schranken in dieses Gesetz einzubauen. Hier bei Artikel 4 Absatz 3 haben Sie die Möglichkeit dazu. Eine starke Minderheit hat mit der vorliegenden Formulierung in Absatz 3 zwei wesentliche Punkte aufs Tapet gebracht: Auch bei anderen Sozialversicherungen – und als solche ist diese Vorlage nun eindeutig zu verstehen – werden Exportauszahlungen von Beiträgen ähnlich geregelt. Es wird oft ins

Feld geführt, wir wären Staatsverträgen verpflichtet. Wir müssen den Leuten, die solche Verträge abschliessen müssen, auch die Leitplanken dafür liefern, innert welchem Bereich sie für die Schweiz Verträge abschliessen können und dürfen. Wir, Sie und ich, bestimmen in Eigenverantwortung, wie viel Geld wohin zu fliessen hat. Es gibt bereits Kantone, welche solchen Regelungen nachleben.

Übernehmen wir hier die Mehrheitsregelung, die übrigens nur knapp, mit 13 Stimmen, zustande kam, würde dies bereits ein weiterer grosser Eingriff in die Hoheit der Kantone bedeuten. Der Bundesrat würde nämlich den zahlenden Kantonen und Arbeitgebern vorschreiben, welche Voraussetzungen zu erfüllen und in welcher Mindesthöhe die Zulagen auszurichten wären. Der Entwurf der Kommission und damit der Verwaltung ist übrigens dermassen kompliziert verfasst, dass der Verwaltungsaufwand der Ausführenden, also der Kantone, horrend würde.

Ich bitte Sie, meinem Minderheitsantrag zuzustimmen.

Waber Christian (E, BE): Es ist wichtig, dass sich die Zulagen nach der Kaufkraft des Wohnsitzstaates der Kinder richten. Warum? Zuerst einmal geht es um eine Frage der Gerechtigkeit gegenüber allen Familien, die ihre Kinder in der Schweiz aufziehen und sich mit den hohen Lebenshaltungskosten hier herumschlagen müssen. Zweitens wird sich die Akzeptanz im Volk massiv erhöhen, wenn wir diese Kaufkraftanbindung hier im Gesetz festschreiben. Drittens geht es um einen finanzpolitischen Aspekt: Es kann natürlich nicht sein, dass die Kaufkraft des Schweizerfrankens Familien in anderen Staaten so klar bevorteilt.

Der Vorbehalt, wonach die Zulagen mindestens die Hälfte des Mindestsatzes nach Artikel 5 betragen müssen, ist ein klassisches Eigengoal. Die Anbindung an die Lebenshaltungskosten in den entsprechenden Ländern muss auch eine Unterschreitung zulassen. Es ist also hier unbedingt nötig, dass die Unterschreitung des Mindestsatzes möglich ist. Der von der Mehrheit vorgeschlagene Vorbehalt, zwischenstaatliche Vereinbarungen auszuhandeln, gewährt dem Bundesrat die nötige Freiheit, gute bilaterale Lösungen zu erarbeiten.

Darum will mein Antrag die Vorteile der Mehrheit und der Minderheit zusammenbringen; er macht wie gesagt den Vorbehalt, dass bilaterale Verhandlungen möglich sein müssen. Sonst folgt er der Minderheit.

Robbiani Meinrado (C, TI): Les travailleurs et travailleuses dont les enfants vivent à l'étranger sont intégrés dans le système salarial et social suisse, évidemment. Ils sont donc soumis aux mêmes règles que tous les autres travailleurs et travailleuses. Ce serait donc s'éloigner excessivement du principe d'équité que d'introduire une différence de traitement si considérable, non seulement entre travailleurs dont les enfants vivent à l'étranger et travailleurs dont les enfants vivent en Suisse, mais aussi entre travailleurs dont les enfants vivent à l'étranger mais ont le privilège d'appartenir à un pays de l'UE, et les autres.

Il est aussi indéniable que l'adoption d'une formule liant les prestations au coût de la vie est un élément très délicat en matière de politique sociale. Le fait d'en atténuer la portée permet au moins d'en tenir compte à titre partiel et de considérer les implications pareillement délicates et problématiques de cette formule, qui appelle de ce fait une certaine prudence ainsi que des approfondissements ultérieurs.

Il ne faudrait pas non plus oublier que les allocations familiales constituent un prolongement, un complément du salaire, et qu'ainsi, c'est le lieu de travail qui devrait primer. N'oublions pas non plus que les travailleurs et travailleuses qui sont concernés par cet article travaillent le plus souvent dans des branches peu rémunérées. On leur enlève donc aussi une marge leur permettant de compenser un peu mieux le manque à gagner et d'assurer un bien-être suffisant à leurs enfants.

Je termine: l'application intégrale de cette formule s'avère d'ailleurs peu compatible avec la possibilité prévue dans

cette loi de faire aussi participer les travailleurs au financement des allocations. Il serait en effet contradictoire d'appeler les travailleurs à cotiser sur la base du salaire perçu en Suisse et de calculer les prestations selon des critères fondés sur la réalité du pays étranger.

C'est pourquoi le groupe PDC adhère à la proposition de la majorité de la commission et vous invite à la suivre.

Rossini Stéphane (S, VS): Au nom du groupe socialiste, je vous invite à soutenir la proposition de la majorité.

En effet, si on analyse attentivement l'argumentation de la minorité Scherer Marcel, on peut être étonné par l'argument du frein à la souveraineté des cantons puisque cet élément n'a strictement rien à voir avec l'article qui nous est proposé ici. L'article qui nous est proposé ici, comme vient de le rappeler notre collègue Robbiani, tend effectivement à établir une relation entre les salariés qui travaillent dans notre pays et le coût de la vie dans le pays de résidence.

La majorité de la commission demande que le Conseil fédéral détermine les conditions d'octroi. Elle évite ainsi de générer des inégalités de traitement entre les bénéficiaires, tout en tenant compte d'un socle minimal qui ne doit pas être inférieur à la moitié des taux minimaux fixés.

La proposition de la minorité Scherer Marcel, à laquelle on peut ajouter la proposition Waber qui va exactement dans le même sens, va beaucoup plus loin, c'est-à-dire qu'elle ne tient pas compte d'un socle minimal.

Donc, je crois que la majorité de la commission prend véritablement en considération le problème du coût de la vie dans les pays où les prestations sont exportées. Elle laisse une marge de manoeuvre au Conseil fédéral et le compromis qui a été trouvé intègre également les conventions internationales. Par conséquent, il est tout à fait acceptable.

Je vous invite donc, au nom du groupe socialiste, à soutenir la majorité.

Präsident (Janiak Claude, erster Vizepräsident): Die FDP-Fraktion teilt mit, dass sie den Antrag der Minderheit unterstützt. Herr Bundesrat Couchepin verzichtet auf das Wort.

Egerszegi-Obrist Christine (RL, AG), für die Kommission: Artikel 4 regelt die Zulagenberechtigung. Sie entspricht in etwa der heutigen Regelung. Absatz 3 gibt dem Bundesrat die Kompetenz, die Höhe der Zulagen für Kinder im Ausland zu regeln. Es ist so, dass die Kaufkraft nicht die gleiche ist, und deshalb erhält der Bundesrat die Kompetenz, die Höhe der Zulagen auf maximal die Hälfte zu senken.

Hier vertritt die Minderheit Scherer die Ansicht, dass es keine Mindestforderung braucht. Die Kommission wollte aber den Rahmen nicht allzu weit öffnen und empfiehlt Ihnen, hier dem Antrag der Mehrheit zuzustimmen.

Erste Abstimmung – Premier vote

Für den Antrag der Minderheit 144 Stimmen

Für den Antrag Waber 9 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

Für den Antrag der Mehrheit 84 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 83 Stimmen

Präsident (Janiak Claude, erster Vizepräsident): Ich schlage vor, dass wir noch die Minderheitsanträge zu Artikel 5 begründen lassen. – Herr Fasel stellt hierzu einen Ordnungsantrag. Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass wir eine halbe Stunde Beratungszeit verlieren, wenn wir die Sitzung jetzt beenden.

Fasel Hugo (G, FR): Der Gegenvorschlag, auf den wir jetzt eingetreten sind, hat ein Kernstück, das ist genau Artikel 5. Dort geht es eigentlich um den zentralen Punkt, wie hoch die Kinderzulagen künftig in diesem Lande ausfallen sollen. Für diese sehr bedeutsame Debatte sollten wir auch einen gemeinsamen Auftritt haben. Ich sehe es nicht ein, wenn bei fünf Minderheiten zum gleichen Artikel ein Teil jetzt und der

zweite Teil nächste Woche mit der Begründung beginnt. Das gibt eine totale Verzerrung der Diskussion.

Ich beantrage deshalb, dass wir die Diskussion nächste Woche hier weiterführen, damit wir dieses Kernstück en bloc bearbeiten können.

Ich habe mich auch mit ein paar Kollegen, die in Minderheiten vertreten sind, in Verbindung gesetzt, und sie waren auch meiner Meinung.

Abstimmung – Vote

Für den Ordnungsantrag Fasel 137 Stimmen

Dagegen 13 Stimmen

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 12.30 Uhr

La séance est levée à 12 h 30